

# Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées: enseignements tirés de l'expérience

---

La présente note d'information donne un aperçu des enseignements tirés, à la fois de la recherche universitaire transdisciplinaire et de l'observation sur le terrain, dans le domaine de la sécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée. Ces informations nous permettent de mieux comprendre les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et les mesures qui peuvent être prises pour aider les individus, les groupes (notamment les ménages et les communautés) et les systèmes (sociaux, environnementaux, économiques et politiques) à gérer les crises prolongées et à en venir à bout. Les gouvernements prennent aujourd'hui une part plus active à l'élaboration et au pilotage d'initiatives visant à éradiquer les causes sous-jacentes des crises prolongées et à en gérer les conséquences tragiques. On comprend de mieux en mieux comment les populations pauvres, marginalisées et à risque gèrent le risque et la vulnérabilité. Un nombre croissant de preuves attestent les effets positifs de la consolidation de la paix sur les crises prolongées, et de programmes de sécurité alimentaire sensibles aux enjeux des conflits sur la consolidation de la paix. Il faut encourager l'innovation en matière d'aide humanitaire et de développement, notamment par une coordination véritable et stratégique, des transitions plus efficaces entre la coopération nationale et internationale dans ces deux domaines et l'élaboration d'un ensemble plus vaste d'interventions pour lutter contre tous les aspects de l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées. Les enseignements tirés de l'expérience nous ont permis de déterminer dans quels domaines des améliorations pouvaient être apportées: il faut notamment mettre davantage l'accent sur l'investissement en faveur de l'agriculture lors des crises prolongées, mettre en place des stratégies plus efficaces pour la protection de la population et de ses avoirs, accorder une plus grande importance aux principes humanitaires et s'employer à soutenir et à reconstruire les institutions affaiblies, voire détruites, par ces crises.

## *Du gouvernement « victime » au gouvernement « engagé »*

---

Ces dernières années, les gouvernements de nombreux pays en situation de crise prolongée ont joué un rôle de plus en plus constructif dans la promotion de la sécurité alimentaire, comme en témoigne par exemple la Nouvelle donne pour l'engagement dans les États fragiles présentée à Busan<sup>1</sup>, qui plaide en faveur d'interventions élaborées et dirigées par les pays eux-mêmes, en collaboration avec la communauté internationale. La mise en place par l'Union africaine de mécanismes visant à lutter contre les effets des sécheresses et du changement climatique ainsi que de systèmes d'alerte rapide est un autre exemple des efforts déployés par les États pour œuvrer ensemble à l'éradication des causes sous-jacentes des crises prolongées.

Lors des crises violentes, il est indispensable de donner aux organisations humanitaires les moyens d'aider efficacement les populations touchées, et ce en toute sécurité. On connaît aujourd'hui l'importance (et les limites) d'une collaboration avec les autorités nationales pour la mise en œuvre de l'aide et des interventions humanitaires prévues. En effet, il apparaît de plus en plus clairement que c'est lorsqu'elles viennent renforcer les systèmes nationaux et sous-nationaux, et non lorsqu'elles s'y substituent, que les institutions internationales sont les plus efficaces. Il est évident que l'aide humanitaire ne peut remplacer un engagement politique aux niveaux local, national, régional et international pour venir à bout des crises prolongées.

De récentes innovations ont permis d'améliorer le fonctionnement de l'aide humanitaire. La réforme de l'aide humanitaire lancée en 2005, par exemple, comporte quatre axes: 1) le principe de l'action groupée; 2) le renforcement du système des coordonnateurs de l'aide humanitaire; 3) un financement de l'aide humanitaire plus adapté, plus rapide, plus souple et plus efficace; et 4) la mise en place de partenariats solides entre les acteurs du système des Nations Unies et les autres. Dans certains cas, les travailleurs humanitaires, et en particulier les travailleurs humanitaires nationaux, sont la cible de violences, d'enlèvements ou d'intimidations.

---

<sup>1</sup> Présentée à l'occasion du quatrième Forum de haut niveau pour renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement tenu à Busan (République de Corée) en décembre 2011.

Pour réduire ce risque, certaines opérations humanitaires sont gérées via un système d'« accès négocié » et dirigées à distance, parfois même depuis d'autres pays.

Des initiatives humanitaires et de développement insuffisamment éclairées ou mal exécutées peuvent être à l'origine d'une crise prolongée ou l'aggraver, et provoquer des émeutes de la faim dans les villes. Les risques de conflit peuvent encore être exacerbés par l'aggravation de l'exclusion sociale, l'épuisement des ressources naturelles, un bouleversement des terres de parcours traditionnelles ou des déplacements de population; en outre, les crises prolongées sont souvent prétexte à priver les pauvres de leur accès à la terre par des saisies, des concessions ou une occupation qui les plongent dans un dénuement à long terme. Les crises prolongées sont souvent marquées par une absence de distinction entre la guerre et la paix, les violences envers les civils, la destruction de leurs moyens d'existence et de leurs réseaux sociaux et la faillite des services et institutions publics. Parfois, les plus forts exploitent l'aide humanitaire apportée aux populations pauvres et marginalisées, comme lorsque des factions en guerre viennent piller les communautés après une distribution d'aide alimentaire.

Les stratégies d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix doivent être conçues de sorte à limiter les risques avant, pendant et après les crises prolongées. Il est particulièrement important de garantir les droits fonciers et l'accès à la terre, à l'eau et aux autres ressources essentielles. En mai 2012, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a approuvé les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*<sup>2</sup>, dont l'objet est d'aider les gouvernements à protéger les droits de leurs citoyens de posséder des terres, des forêts et des pêches et d'y accéder. L'application de ces Directives, et en particulier de leur point 25, relatif aux crises prolongées, est essentielle. Dans le même ordre d'idées, le Cadre d'action de Hyogo<sup>3</sup> souligne qu'il importe de réduire les risques ainsi que le rôle fondamental de cadres institutionnels, juridiques et politiques solides pour la gestion du développement aux niveaux local, national et régional. De plus en plus, les initiatives de développement dans le domaine de l'agriculture et des systèmes alimentaires soutenues par la communauté internationale comportent un volet relatif à la réduction et à la gestion des risques, en particulier dans les domaines les plus exposés aux chocs répétés qui caractérisent les crises prolongées.

Des institutions actives dans les domaines de l'aide humanitaire, de la stabilisation, du développement et de la sécurité, ainsi que d'autres acteurs, interviennent dans les pays en situation de crise prolongée. Pour les humanitaires, le regroupement des objectifs humanitaires et des objectifs de sécurité peut être contraire aux principes humanitaires d'indépendance et de neutralité. La coordination et le respect des principes humanitaires sont essentiels à une collaboration efficace. L'expérience a montré qu'il était préférable de renforcer les mécanismes de coordination existants plutôt que de mettre en place des systèmes parallèles, en veillant à ce que la coordination soit porteuse de valeur ajoutée pour les autres secteurs, en investissant dans les mesures préventives et les mécanismes de coordination avant les crises et en renforçant les capacités de coordination aux niveaux sous-national, national et international.

### ***Chocs, dangers et vulnérabilités***

---

Les populations pauvres et marginalisées sont particulièrement vulnérables face aux chocs et aux dangers. Ce sont elles qui payent le plus lourd tribut aux facteurs de stress mondiaux comme le changement climatique, les crises économique, financière, alimentaire et énergétique internationales, les pandémies de VIH/sida et le commerce mondial des armes légères et de petit calibre. En de nombreux endroits, la capacité des populations, des institutions et des écosystèmes à absorber et à gérer les chocs a été affaiblie par les effets cumulés des crises prolongées; ceci a érodé les moyens d'existence de nombreuses personnes, les plongeant dans le dénuement. Il en résulte une utilisation non viable des ressources naturelles (qui peut elle aussi être une cause du phénomène), une multiplication des risques et une aggravation de la vulnérabilité des individus, des ménages et des communautés. Ce phénomène est encore plus marqué lorsque

---

<sup>2</sup> <http://www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/fr/>

<sup>3</sup> Stratégie internationale de prévention des catastrophes. 2007. Cadre d'action de Hyogo: Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes. New York, USA, SIPC. Disponible à l'adresse: [www.unisdr.org/2005/.../Hyogo-framework-for-action-french.pdf](http://www.unisdr.org/2005/.../Hyogo-framework-for-action-french.pdf).

l'environnement institutionnel manque à son devoir de protéger, de préserver et de promouvoir la résilience des communautés et des ménages.

Face à cette multitude de difficultés et aux maigres possibilités qui s'offrent à eux, les individus, les ménages et les communautés n'ont d'autre choix que de puiser dans leurs propres ressources pour survivre. On a aujourd'hui une idée beaucoup plus claire de la manière dont les populations marginalisées se retrouvant en situation de crise prolongée adoptent des stratégies de survie à court terme complexes (et souvent risquées) tout en mettant en place des mesures à long terme d'adaptation à de nouveaux moyens d'existence. Dans les zones rurales, par exemple, les ménages victimes de l'insécurité alimentaire peuvent adopter des stratégies de survie risquées, comme l'abattage d'arbres pour obtenir du charbon de bois, la culture de pavot pour produire de l'opium, la vente de bétail reproducteur ou encore le départ de membres de la famille pour de longues (et dangereuses) migrations, à la recherche de travail, d'aliments à prélever dans la nature, de pâturages, de bois de chauffe ou d'eau. Certaines de ces stratégies ont clairement des conséquences néfastes pour des groupes spécifiques au sein des ménages: les enfants sont retirés de l'école, les personnes âgées sont privées de nourriture, les femmes n'ont plus accès aux soins de santé, les jeunes hommes sont embrigadés dans des mouvements rebelles, les filles sont forcées à se prostituer, etc. De nombreux individus et ménages contractent des dettes dont ils sont incapables de s'acquitter, entraînant à terme la saisie de biens, comme des terres arables, ou l'emprisonnement des débiteurs.

Si beaucoup de ces risques et stress sont communs à la plupart des crises prolongées, leurs manifestations varient fortement en fonction de l'endroit et du contexte; les implications ne sont pas les mêmes pour les différents groupes au sein des communautés et des ménages. Tous les programmes destinés à lutter contre les crises prolongées doivent se fonder sur une compréhension et une analyse solides des stratégies de survie et des complexités, des caractéristiques et des causes de chaque crise.

Un autre enseignement essentiel est que les liens qui unissent la nature et le montant du capital possédé ou accessible d'une part et la vulnérabilité à la violence d'autre part sont complexes. La possession de biens (y compris le capital social) peut accroître aussi bien la résilience que la vulnérabilité. Ceux qui possèdent des biens de valeur comme de l'argent, de la nourriture, de la main d'œuvre, des bijoux, du bétail, des lieux de pêche et de culture ou d'autres ressources pouvant être considérées comme une menace (statut, connaissances, éducation, armes) sont susceptibles de se faire attaquer par ceux qui convoitent ces biens. Il apparaît également de plus en plus clairement que la pauvreté n'est pas la seule source de vulnérabilité en cas de crise prolongée, ni forcément la plus importante: l'impuissance est également une source importante de vulnérabilité dans les contextes violents; il convient de la combattre en s'efforçant de promouvoir la sécurité alimentaire.

La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées est également conditionnée par des facteurs tels que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et le statut socioéconomique, qui influencent l'accès aux ressources. Les schémas de vulnérabilité peuvent en outre se modifier au cours de la crise.

En raison des effets de la crise prolongée sur leurs moyens d'existence, les adultes et les enfants peuvent avoir à endosser de nouveaux rôles et de nouvelles responsabilités. Les femmes peuvent par exemple devoir assumer le rôle de chef de ménage, ou devenir le seul gagne-pain de la famille. Souvent, elles assument ces nouvelles charges sans pour autant obtenir un meilleur accès aux ressources productives et en restant très exposées à la violence sexiste, et notamment au risque de viol, utilisé comme une arme de guerre. Une intervention efficace doit tenir compte et tirer profit de ces changements de rôles au sein des ménages et des communautés tout en s'attaquant aux vulnérabilités dominantes et émergentes qui les accompagnent. Des stratégies d'assistance et de protection dans le domaine de la sécurité alimentaire sont également indispensables pour aider les personnes vivant avec le VIH/sida, prévenir la propagation de la maladie et lutter contre la discrimination.

*L'engagement dans un conflit, par exemple l'enrôlement d'un enfant dans un groupe armé, peut constituer une forme d'assurance, un moyen de juguler le mécontentement, une obligation sociale ou une stratégie économique. Pour mettre un terme à ces pratiques, des services plus efficaces et une meilleure sécurité alimentaire peuvent être nécessaires.*

— S. Levine,

Document d'information du Forum d'experts de haut niveau

Eu égard aux menaces qui pèsent sur les populations pauvres et marginalisées et leurs avoirs, les marchés, les services publics et l'infrastructure dans les crises prolongées, il est urgent de définir un programme de protection solide pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, fondé sur les cadres régissant l'aide humanitaire internationale et le respect des droits de l'homme. Des mécanismes doivent être mis en place pour enregistrer, documenter et lutter contre les violations perpétrées par les États et d'autres parties prenantes et garantir réparation et restitution aux victimes. Les principes humanitaires doivent être respectés par toutes les parties intervenant dans les situations de crise prolongée.

### ***Innovations dans le domaine de l'assistance et de la protection***

Les organismes de développement et d'aide humanitaire sont en train de changer leur manière d'agir; les interventions à court terme privilégiées par le passé, axées sur l'aide alimentaire et visant à combler les déficits d'approvisionnement, font aujourd'hui place à des approches stratégiques plus équilibrées, fondées sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire et reposant sur une combinaison de mesures à court et à long termes. Des mécanismes efficaces d'alerte rapide, d'évaluation, d'analyse et de suivi sont indispensables pour garantir que ces approches équilibrées soient fondées sur les vulnérabilités, les capacités et les possibilités existantes. Les spécialistes de l'aide humanitaire et du développement partagent l'opinion selon laquelle en situation de crise prolongée, il est tout aussi important de soutenir les moyens d'existence que de sauver des vies. La protection des moyens d'existence peut d'ailleurs être un moyen efficace et peu coûteux de sauver des vies, de prévenir le dénuement, de limiter les migrations forcées et les pertes d'emploi et d'accès à la terre, aux pâturages et à l'eau qu'elles engendrent, ainsi que de faciliter la relance de la production agricole et des systèmes de commercialisation.

Il s'est également produit un autre changement d'orientation opportun: plutôt que de s'employer exclusivement à améliorer la vulnérabilité, on privilégie aujourd'hui une approche visant à protéger et à promouvoir la résilience. Les individus, les communautés, les écosystèmes et les pays résilients sont mieux à même de résister aux chocs inhérents à toute crise prolongée. Cela signifie que les maigres ressources humanitaires peuvent être utilisées de manière plus ciblée pour combattre les vulnérabilités qui menacent la vie et les moyens d'existence.

Ainsi, on s'éloigne de plus en plus de l'idée selon laquelle les réponses aux crises doivent obéir à une logique linéaire, en vertu de laquelle le travail de développement ne peut commencer qu'une fois que l'intervention humanitaire a pris fin. On s'accorde aujourd'hui à penser qu'au contraire, toutes les ressources disponibles (aide humanitaire, développement, consolidation de la paix et investissements) doivent être mobilisées ensemble dès le départ si l'on entend prévenir, combattre et mettre un terme aux crises prolongées.

Une meilleure compréhension des stratégies de survie et des effets d'une aide humanitaire exagérément axée sur l'offre a permis la mise en œuvre d'un éventail d'interventions plus vaste lors des crises prolongées; on peut notamment citer les dispositifs de protection sociale dont la couverture peut être étendue (repas scolaires, travail contre rémunération, vivres et création de biens contre travail, bons de réduction, etc.). Lorsque les marchés sont plus viables ou lorsqu'on peut faire en sorte qu'ils le deviennent, un meilleur accès aux liquidités peut sauver des vies en augmentant l'accès aux ressources (comme la nourriture et l'eau) et aux services (soins de santé, éducation et services vétérinaires) tout en soutenant les moyens d'existence (par un meilleur accès aux intrants agricoles, l'achat ou le remplacement des stocks et la location de machines).

Soutenir la production agricole et les systèmes de commercialisation contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tant pour les populations urbaines que pour les populations rurales. Plusieurs décennies d'expérience des crises prolongées ont permis de trouver des moyens novateurs de soutenir les cultures et les agriculteurs, les pêches et l'aquaculture, ainsi que l'élevage et les pasteurs (par exemple les évaluations de sécurité des systèmes semenciers, les foires aux intrants, la réduction des cheptels par vente de têtes de bétail, les initiatives communautaires en matière de santé animale, la résolution des différends, etc.). L'expérience acquise dans le domaine des initiatives de développement en appui aux systèmes alimentaires et agricoles dans les crises prolongées a donné naissance à toute une série d'innovations; parmi celles-ci, citons les mesures visant à mettre en place des pratiques et des technologies de production plus résistantes aux chocs, à atténuer et à gérer les conflits autour des ressources, à utiliser des outils financiers et autres pour la gestion des risques et à créer des institutions destinées à contrer l'exclusion sociale et d'autres facteurs de conflit. Les innovations visant à intégrer les outils de gestion des risques dans les activités de développement axées sur l'agriculture familiale, par exemple, ont attiré l'attention et reçu l'appui de la communauté internationale.

Au fil du temps, une meilleure compréhension des causes sous-jacentes ou immédiates de la malnutrition est venue compléter l'analyse de la sécurité alimentaire. Des interventions équilibrées, visant à améliorer la qualité des régimes alimentaires, à augmenter l'apport en micronutriments et à favoriser une amélioration des pratiques de soin ont remplacé les approches strictement basées sur la nourriture. Les interventions de ce type prévoient notamment la promotion de cultures diversifiées et nutritives pour la consommation des ménages et la vente, ainsi que le développement de structures de garde pour les enfants des femmes participant à des programmes « travail contre rémunération ». Les interactions entre malnutrition et maladie sont aujourd'hui bien connues, ce qui permet une meilleure prise de conscience de l'importance, lors des crises prolongées, de mesures visant à améliorer la santé de base ainsi que l'approvisionnement en eau et son assainissement.

Du fait de la durée des crises prolongées, les programmes humanitaires doivent souvent être maintenus pendant plusieurs années plutôt que plusieurs mois. Cela signifie que les acteurs de l'aide humanitaire, de la consolidation de la paix et du développement doivent trouver des moyens plus concertés de travailler ensemble, ce qui vaut tant pour les mécanismes de programmation que pour les mécanismes de financement. Malgré les connaissances et l'expérience accumulées et, dans de nombreux cas, un rapport coût-efficacité avéré, le financement de l'aide humanitaire n'est, à ce jour encore, que rarement consacré au soutien des moyens d'existence ruraux. Il est urgent de remédier à cette situation.

## *Conclusions*

---

Les enseignements tirés des crises prolongées montrent qu'il est indispensable de remettre en question le postulat selon lequel il existe une progression linéaire « du secours au développement », ou encore qu'il existe une distinction claire entre l'action humanitaire et l'aide au développement ou entre la guerre et la paix. Alors que les dangers étaient autrefois clairement localisés (et c'est toujours souvent le cas dans les zones rurales), les chocs et les sources de risque et de vulnérabilité émanent également de systèmes mondiaux de production, de consommation et d'échange complexes et souvent interconnectés. Si les systèmes de subsistance étaient auparavant considérés comme circonscrits dans des zones géographiquement distinctes et caractérisés par un ensemble de stratégies bien délimité (par exemple « agropastoraliste » ou « éleveur cultivateur de manioc et de millet »), il est désormais établi qu'il existe des écheveaux complexes de réseaux liant les membres de la famille, les amis et les partenaires commerciaux au sein même des ménages urbains, péri-urbains et ruraux et entre ces ménages.

Un tel changement de paradigme doit être soutenu par l'apprentissage continu et des innovations constantes. La recherche et l'apprentissage appliqué doivent examiner plus en profondeur les implications des politiques et des interventions pour la protection et l'assistance fournie aux populations pauvres et marginalisées lors des crises prolongées; il convient en particulier de s'intéresser à la manière dont les crises prolongées modifient les mécanismes liés au marché et dont ces changements nuisent à leur tour à la production agricole et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des investissements plus conséquents doivent être consacrés à la

documentation et à l'analyse de l'ampleur des effets des interventions, notamment leur rapport coût/avantages, leurs incidences sociales, leur durabilité environnementale, etc. On trouvera ci-après quelques conclusions plus explicites.

**Le contexte est important.** Même lorsque le risque provient de sources similaires, ses manifestations diffèrent en fonction du contexte, avec des conséquences propres à chaque groupe au sein des communautés et même des ménages. Une analyse solide de la complexité, des caractéristiques et des causes de chaque crise doit sous-tendre l'élaboration de stratégies d'aide et de protection adaptées. Les programmes de réduction des risques et de résilience doivent intégrer et s'appuyer sur une évaluation des changements, des risques et des incertitudes et reposer sur des stratégies qui tiennent compte de la contribution des différentes parties prenantes.

**La progression des interventions n'est pas linéaire.** Les institutions et les acteurs engagés dans les activités d'aide et de protection lors des crises prolongées doivent résister à la tentation d'adopter une logique linéaire de réponse aux crises. Toutes les ressources (aide humanitaire, développement, investissement), tous les savoir-faire et toutes les volontés politiques disponibles doivent en effet être mobilisés ensemble pour prévenir les crises prolongées, les combattre et y mettre un terme grâce à la prévention, à la préparation, à l'atténuation, à l'intervention, au redressement et à la reconstruction.

**Les programmes en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire peuvent contribuer à la paix.** Les programmes destinés à améliorer la sécurité alimentaire peuvent également favoriser la mise en place des conditions nécessaires à une paix durable grâce à leur impact sur la cohésion sociale, l'atténuation des sources de conflit, le renforcement des capacités et la consolidation de la légitimité des gouvernements et de la confiance que leur porte la population.

**Le sexe et l'âge sont d'importants facteurs de vulnérabilité ou de résilience lors des crises prolongées.** L'analyse des questions de parité hommes-femmes révèle que dans la plupart des systèmes et des sociétés agricoles de la planète, les femmes et les filles ont en général moins de pouvoir et de ressources que les hommes. Les programmes visant à mettre un terme aux crises prolongées doivent accorder une plus grande attention aux rapports de force entre les hommes et les femmes afin de garantir que les différents besoins, capacités et aspirations de tous les groupes pauvres et marginalisés soient reconnus et pris en compte.

**Il est indispensable de mettre l'accent sur une protection fondée sur les droits.** Les méthodes utilisées pour fournir l'aide humanitaire aux populations dont la sécurité alimentaire en temps de crise prolongée est tributaire de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des forêts et d'autres ressources naturelles ont considérablement évolué. Eu égard aux menaces qui pèsent sur les populations pauvres et marginalisées et leurs avoirs, les marchés, les services publics et l'infrastructure dans les crises prolongées, il est urgent de définir un programme de protection solide pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, fondé sur les cadres régissant l'aide humanitaire internationale et le respect des droits de l'homme. Des mécanismes doivent être mis en place pour enregistrer, documenter et lutter contre les violations perpétrées par les États et d'autres parties prenantes et garantir aux victimes leur droit à réparation. Les principes humanitaires doivent être respectés par toutes les parties intervenant dans les situations de crise prolongée.

*Une Partie au conflit ne peut « attaquer, détruire, enlever ou mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que des denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, en vue d'en priver, à raison de leur valeur de subsistance, la population civile ou la Partie adverse, quel que soit le motif dont on s'inspire, que ce soit pour affamer des personnes civiles, provoquer leur déplacement ou pour toute autre raison ». Protocole additionnel I, art. 54, par. 2.*

**Soutenir l'apprentissage continu et l'innovation.** La recherche et l'apprentissage appliqué doivent examiner plus en profondeur les incidences, du point de vue de la protection et de l'assistance d'une exploitation violente de l'agriculture et des ressources naturelles en tant que moyen de coercition contre les



populations pauvres et marginalisées lors des crises prolongées. Il convient en particulier de s'intéresser à la manière dont les crises prolongées modifient les mécanismes liés au marché et dont ces changements nuisent à leur tour à la production agricole et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il faut investir davantage dans la documentation et l'analyse de l'impact des interventions dans les différents contextes, et notamment dans l'analyse de la valeur comparative des différentes approches dans une perspective générale (coût/avantages, répercussions sociales, durabilité environnementale, etc.).

**Éviter la « banalisation » des crises.** Parce que les crises prolongées s'étendent sur de longues périodes, la souffrance de populations exposées à des risques extrêmes peut devenir « invisible ». Les crises prolongées sont un outrage à la dignité humaine; nous ne pouvons laisser leur « banalisation » nous rendre indifférents. « Courant » ou « normal » ne signifient pas « acceptable », et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éradiquer les causes sous-jacentes des crises prolongées.

### ***Lectures conseillées***

---

Frankenberger T.R, Spangler, T. Nelson, S. & Langworthy, M. 2012. *Enhancing resilience to food insecurity amid protracted crisis*. Document établi en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012.

Lautze, S., Raven-Roberts, A. & Holleman, C. 2012. *Agriculture, conflict and stability: A call for renewed focus on protection and conflict sensitive programming in agriculture and food and nutrition security*. Document établi en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012.

Biong Deng, L. 2012. *Confronting civil war: The case of risk managing strategies in South Sudan in the 1990s*. Document établi en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012.

Keen, D. 2012. *Aid and development in the context of conflict: some problems and pitfalls*. Document établi en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012.

Levine, S., *Livelihoods in protracted crises*. Document établi en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012  
<http://www.fao.org/cfs/cfs-home/hlef-home/documents/en/>